



**RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR**



## **APPEL A PROJETS *FSE+***

Programme *Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes*  
FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027  
**[OS4 – Osp 4.6]**

**« Permettre une orientation choisie et une insertion durable  
dans l'emploi »**

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site [europe.maregionsud.fr](http://europe.maregionsud.fr)

### **Codification E-synergie :**

Territoire :	<i>Région SUD</i>
Programme :	<i>Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027</i>
Appel à projets :	<i>152-1 - 1er dépôt 152-2 - 2<sup>ème</sup> dépôt</i>
Codification :	<i>PR04-ES04.6_ OrientationInsertion</i>
Service Guichet :	<i>Guichet FSE+</i>

## TABLE DES MATIERES

1.	OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS.....	3
2.	CRITERES D'ELIGIBILITE DE L'OPERATION.....	3
2.1.	Le lieu de réalisation de l'opération.....	3
2.2.	Le bénéficiaire .....	3
2.3.	Les catégories d'actions .....	4
2.4.	La date de démarrage de l'opération.....	5
2.5.	Respect de la réglementation sur les aides d'Etat .....	5
2.6.	Public cible.....	5
3.	CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES .....	6
3.1.	Calendrier d'éligibilité des dépenses.....	6
3.2.	Présentation des dépenses .....	6
4.	TAUX D'INTERVENTION ET MONTANT DE L'AIDE .....	10
5.	LES CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS .....	11
6.	LES INDICATEURS .....	11
7.	LA PROCEDURE DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS.....	12
7.1.	Le portail e-Synergie.....	12
7.2.	Les contacts et renseignements .....	12
7.3.	Recevabilité du dossier de candidature .....	13
8.	LES MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS.....	13
9.	LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES.....	14
10.	LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION .....	14
10.1.	Respect de la confidentialité .....	14
10.2.	Traitement et protection des données à caractère personnel .....	14
	ANNEXE 1 RELATIVE AUX CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS.....	16
	ANNEXE 2 RELATIVE AUX INDICATEURS.....	17

## 1. OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'Autorité de Gestion des fonds européens pour la période 2021-2027, est responsable de la mise en œuvre du Programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes. A ce titre, elle s'est engagée, au travers du FSE+, à soutenir l'accès à l'emploi et à la formation ainsi que l'accès aux soins sur le territoire régional en lien avec l'objectif stratégique d'« **une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux** ».

Le présent appel à projets (AAP) relève de la priorité 4 et de l'objectif spécifique 4.6 visant à « promouvoir l'égalité d'accès et le suivi jusqu'à son terme d'un parcours d'éducation ou de formation inclusive et de qualité, en particulier pour les groupes défavorisés, depuis l'éducation et l'accueil des jeunes enfants jusqu'à l'éducation et la formation des adultes en passant par l'enseignement général et l'enseignement et la formation professionnels et par l'enseignement supérieur, et faciliter la mobilité à des fins d'apprentissage pour tous et l'accessibilité pour les personnes handicapées ».

La mobilisation de cet objectif spécifique doit permettre une orientation choisie et une insertion durable dans l'emploi. L'objectif général visé par cet appel est de soutenir des projets pour lesquels l'orientation sera considérée comme un levier pour permettre une égalité d'accès à la formation, le soutien de l'orientation pour tous, la mixité des métiers et l'égalité professionnelle, en vue d'une insertion durable dans l'emploi des publics qui en sont éloignés.

A cet effet, la lutte contre les inégalités et discriminations, la déconstruction des stéréotypes, l'élévation du niveau de qualification et l'évitement des sorties prématurées du système scolaire seront également soutenus.

## 2. CRITERES D'ELIGIBILITE DE L'OPERATION

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères portent sur :

### 2.1. Le lieu de réalisation de l'opération

Une opération est éligible dès lors qu'elle est réalisée physiquement sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Lorsque le projet est réalisé en partie seulement sur le territoire régional, le projet est éligible lorsque les bénéficiaires finaux du projet sont des publics cibles du Programme FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027 Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes.

### 2.2. Le bénéficiaire

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire ».

Liste des bénéficiaires éligibles : Acteurs publics ou privés œuvrant dans le champ de l'orientation et de l'information des métiers, notamment les acteurs de l'orientation et de la formation (Association régionale des missions locales, missions locales, Cité des Métiers, Universités, CARIF-OREF, Opérateurs de compétences, etc.) ainsi que les associations, branches professionnelles, chambres consulaires, partenaires sociaux, groupement d'entreprises et établissements publics ou collectivités

territoriales, etc. œuvrant dans le champ de l'orientation et de l'information des métiers, de la formation et de l'accompagnement.

#### Bénéficiaire chef de file et partenaires

Le montage en opération collaborative n'est pas autorisé dans le cadre de cet appel.

### **2.3. Les catégories d'actions**

Les actions soutenues dans le cadre de cet appel à projet sont les suivantes :

#### 1. Améliorer l'accessibilité et la lisibilité de l'offre d'orientation et de formation :

- Actions d'accompagnement des publics visant à leur faire prendre connaissance de la diversité des métiers existants, les informer sur les voies d'accès à ces métiers et éviter le phénomène d'auto-censure
- Actions de promotion de l'apprentissage, de promotion des métiers et actions de valorisation/découverte des métiers comme une voie d'insertion durable vers l'emploi
- Développer une offre de services orientée vers les nouvelles générations via le développement d'outils innovants et de modalités d'informations interactives et pédagogiques qui favorisent les supports digitaux, l'appropriation et l'autonomie des publics, et répondent aux nouveaux usages (réalité virtuelle, plateformes de mise en relation, outils de test des « soft skills » etc.)

#### 2. Levée de freins à l'insertion ou la réinsertion :

- Actions de déconstruction des stéréotypes en faveur des personnes en situation de handicap ou celles souffrant de discriminations ou des femmes et minorités de genre, notamment par le biais de projets s'inscrivant dans une démarche d'innovation sociale.
- Actions d'orientation de ces publics notamment vers des métiers où ces personnes sont sous représentées
- Actions de promotion de l'égalité des chances et des droits dans le cadre de l'orientation
- Actions d'accompagnement vers l'emploi des personnes en situation de handicap mental ou moteur
- Actions d'accompagnement, de sensibilisation et d'information dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme et développement d'innovations pédagogiques en la matière

Une attention particulière sera portée aux projets favorisant les processus inclusifs (parcours et accompagnements adaptés aux publics cibles) et/ou visant à favoriser l'égalité de genre, la mixité des publics et la lutte contre toute forme de discrimination.

Les actions proposées devront respecter l'accord de partenariat entre la France et l'Union européenne, les lignes de partage fixées avec l'Etat sur le FSE+ et ne pas déjà bénéficier d'autres fonds européens.

Il est attendu que les actions proposées soient tournées vers les publics cibles. Ne seront donc pas éligibles les projets tels que le développement d'applications mobiles par des entreprises, les projets visant uniquement la professionnalisation des acteurs et dont l'accompagnement des publics n'est pas l'objectif principal.

## 2.4. La date de démarrage de l'opération

Une opération peut avoir commencé avant le dépôt de la demande de subvention européenne.

Néanmoins, seront considérés comme inéligibles, les projets achevés à la date de dépôt de la demande de subvention, que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués.

## 2.5. Respect de la réglementation sur les aides d'Etat

L'attribution de subventions européennes à une « entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat (article 107 § 1 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne).

Dans le présent appel à projets, certains soutiens pourront ne pas être considérés comme étant une aide d'Etat dès lors qu'il pourra être démontré que : soit l'entreprise bénéficiaire n'exerce pas une activité économique ; soit le projet subventionné ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment au regard de son caractère « purement local » ; soit l'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « de minimis » tel que prévu par le règlement (UE) n°2023/2831 du 13 décembre 2023.

**En outre, dans le cadre de la gestion d'un Service d'intérêt Economique Général (SIEG) la compensation de service public** devra, pour être compatible, se conformer à l'un des textes suivants :

- Règlement (UE) n° 2023/2832 du 13 décembre 2023 relatif aux aides *de minimis* SIEG, spécifique aux compensations accordées aux entreprises chargées de SIEG et qui sont **inférieures à 750.000€ sur trois années glissantes**.
- Décision d'exemption 2021/21/UE du 20 décembre 2011 relative aux compensations accordées à certaines entreprises chargées de la gestion de SIEG.

Dans ce cas, l'aide UE ne devra pas créer un risque de surcompensation.

Il conviendra dans ce cas d'annexer au dossier de demande, les éléments financiers du SIEG (convention de mandat SIEG et annexe dépenses/ressources du SIEG).

A défaut, il s'agira d'une aide d'Etat. L'Autorité de Gestion devra alors vérifier si elle bénéficie d'un régime juridique permettant de la considérer comme compatible avec le droit de l'Union européenne.

Par ailleurs, le soutien accordé à une opération qui relève d'un service social d'intérêt général (SSIG), est de nature non économique.

## 2.6. Public cible

Les publics prioritaires de cet appel sont :

- Les publics éloignés de l'emploi et notamment les jeunes de 16 à 29 ans, les apprentis et les étudiants.

- Les usagers et leurs familles qui souhaitent bénéficier d'un accès à une information gratuite, complète et objective sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunération.
- Les publics défavorisés et/ou fragilisés rencontrant des difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi.

Il est conseillé de travailler en coordination avec les services publics de l'emploi concernés (France Travail, missions locales, CAF, départements, etc.).

### 3. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES



**Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au [guide du candidat](#) pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables à l'éligibilité des dépenses, ainsi qu'à leurs modalités de présentation et de justification**

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible de l'opération. Elles doivent être :

- rattachables à l'opération et raisonnables ;
- prévues dans le plan de financement de l'opération ;
- présentées en HT ou TTC.

#### 3.1. Calendrier d'éligibilité des dépenses

Les dépenses doivent être engagées et payées dans le calendrier prévisionnel d'exécution de l'opération et dans tous les cas entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 31 décembre 2029, dates réglementaires d'éligibilité des dépenses.

Dans le cadre de cet appel, et sous réserve du respect des obligations réglementaires européennes, les dépenses seront éligibles :

- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour les dépôts des demandes de subvention réalisés en 2025 : une rétroactivité des dépenses sur 2024 pourra être accordée à titre exceptionnel par le service instructeur, sous réserve notamment de la mise en place des obligations européennes, et de la validation de l'Autorité de Gestion.
- A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, pour les dépôts de demandes de subvention réalisés en 2026.

#### 3.2. Présentation des dépenses

Les dépenses éligibles sont présentées sur la base des coûts réels. Néanmoins, dans un objectif de simplification administrative et financière pour les porteurs de projets, certaines dépenses sont automatiquement calculées et présentées en utilisant des options de coûts simplifiés (OCS) détaillées ci-dessous.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> En conformité avec l'article 53 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil

## Opérations inférieures à 200 000€ de coût total

Les opérations inférieures à 200 000€ de coût total seront instruites sous forme de « **projet de budget** »<sup>2</sup>. Il s'agit d'un budget prévisionnel justifié de l'opération défini à l'avance (à l'instruction) sur la base d'estimations détaillées et documentées de coûts éligibles, de réalisations ou de résultats attendus.

Cette méthode de justification des coûts permet de simplifier le paiement, ce dernier étant déterminé sur la base des réalisations/résultats définis au moment de l'instruction et de pièces justificatives restreintes et sans nécessité de récupérer les pièces comptables. Il s'agit donc de créer une option de coût simplifié, en général un coût unitaire, propre à l'opération (cf. plan de financement dédié en annexe).

Au dépôt de la demande de subvention, le plan de financement devra se composer de :

### **OPTION 1 : financement au taux forfaitaire de 40% des frais de personnel directs**

- Frais de personnel directs sous forme de coûts unitaires
  - Sera appliqué un coût unitaire par heure travaillée (cf. plan de financement).  
L'Autorité de gestion a mis en place pour toutes les opérations relevant de cet appel à projets un coût horaire établi à 31,1 € au premier trimestre 2023, qui sera actualisé au regard de l'évolution de l'indice du coût du travail et de la durée de l'opération. La mise en place de ce coût horaire a pour objectif de simplifier le calcul et la justification des dépenses de personnel.
  - Présenter uniquement les salariés intervenant à plus de 10% de leur temps de travail annuel sur l'opération.
- Coûts éligibles restants – taux forfaitaire max de 40 % des frais de personnel directs

Les autres coûts directs et indirects (hors dépense de personnel) de l'opération sont calculés et présentés en appliquant le taux forfaitaire de 40 % au montant des frais de personnels directs, conformément à l'article 56 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil.

Le budget total prend donc la forme suivante :

**(Frais de personnel directs+ 40% des frais de personnel directs) / réalisations ou résultats =  
Dépenses de l'opération intégralement couvertes par des coûts unitaires ou montant forfaitaire**

### **OPTION 2 : financement au taux forfaitaire de 7% des dépenses directes (option ouverte uniquement aux structures publiques)**

Dans ce cadre, le plan de financement pourra se composer de :

- Dépenses de prestations externes  
Cette catégorie de dépenses vise notamment l'appui de l'accompagnement des publics cibles, la création d'outils, l'externalisation des déplacements liées au public cible notamment dans le cadre des actions de promotion et de valorisation des métiers, l'externalisation de communication, etc.
- Dépenses d'équipements  
Seules les dépenses directement en lien avec le public cible de l'opération (participants ou personnes accompagnées) sont éligibles et à la condition qu'elles contribuent à la qualité de l'opération. L'achat doit être nécessaire à la réalisation de l'objectif de l'opération et

<sup>2</sup> Art.53.3b du règlement (UE) 201/1060

totalelement amortis sur la durée de l'opération. Les dépenses d'achat de matériel d'occasion sont inéligibles au FSE+.

- Coûts indirects – taux forfaitaire max de 7 % des dépenses directes

Un taux forfaitaire de 7% est appliqué aux dépenses directes pour couvrir les coûts indirects, conformément à l'article 54 a) du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil.

Le budget total prend donc la forme suivante :

**Dépenses directes + 7% des dépenses directes / réalisations ou résultats = Dépenses de l'opération intégralement couvertes par des coûts unitaires ou montant forfaitaire**

**Opérations supérieures à 200 000€ de coût total**

Les opérations supérieures à 200 000€ de coût total seront instruites selon 3 options possibles.

(NB : les options 1, et 2 concernent toutes les opérations dont le poste frais de personnel directs représente plus de 20% du coût total éligible. Pour les autres opérations, il convient de choisir l'option 3).

**OPTION 1 : financement au taux forfaitaire de 40% des frais de personnel directs**

Dans ce cadre, le plan de financement pourra se composer de :

- Frais de personnel directs sous forme de coûts unitaires

- Sera appliqué un coût unitaire par heure travaillée (cf. plan de financement).  
L'Autorité de gestion a mis en place pour toutes les opérations relevant de cet appel à projets un coût horaire établi à 31,1 € au premier trimestre 2023, qui sera actualisé au regard de l'évolution de l'indice du coût du travail et de la durée de l'opération. La mise en place de ce coût horaire a pour objectif de simplifier le calcul et la justification des dépenses de personnel.
- Présenter uniquement les salariés intervenant à plus de 10% de leur temps de travail annuel sur l'opération.

- Coûts éligibles restants – taux forfaitaire max de 40 % des frais de personnel directs

Les autres coûts directs et indirects (hors dépense de personnel direct) de l'opération sont calculés et présentés en appliquant le taux forfaitaire de 40 % au montant des frais de personnels directs, conformément à l'article 56 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil.

Le budget total prend donc la forme suivante :

**Frais directs de personnel + 40% des frais directs de personnel**

**OPTION 2 : financement au taux forfaitaire de 15% des frais de personnel directs**

Dans ce cadre, le plan de financement pourra se composer de :

- Frais de personnel directs sous forme de coûts unitaires

- Sera appliqué un coût unitaire par heure travaillée (cf. plan de financement).



- L'Autorité de gestion a mis en place pour les opérations relevant notamment de l'objectif stratégique OS 4.6 un coût horaire établi à 31,1 € au premier trimestre 2023, qui sera actualisé au regard de l'évolution de l'indice du coût du travail et de la durée de l'opération. La mise en place de ce coût horaire a pour objectif de simplifier le calcul et la justification des dépenses de personnel.
- Présenter uniquement les salariés intervenant à plus de 10% de leur temps de travail annuel sur l'opération.
- Dépenses de prestations externes  
Cette catégorie de dépenses vise notamment l'appui de l'accompagnement des publics cibles, la création d'outils, l'externalisation des déplacements liés au public cible notamment dans le cadre des actions de promotion et de valorisation des métiers, l'externalisation de communication, etc.
- Dépenses d'équipements  
Seules les dépenses directement en lien avec le public cible de l'opération (participants ou personnes accompagnées) sont éligibles, à la condition qu'elles contribuent à la qualité de l'opération. L'achat doit être nécessaire à la réalisation de l'objectif de l'opération et totalement amortis sur la durée de l'opération. Les dépenses d'achat de matériel d'occasion sont inéligibles au FSE+.
- Coûts indirects – taux forfaitaire max de 15 % des frais de personnel directs  
Un taux forfaitaire de 15% est appliqué aux frais de personnels directs pour couvrir les coûts indirects conformément à l'article 54 b) du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil.

Le budget total prend donc la forme suivante :

**Frais de personnel directs + autres frais directs + 15% des frais de personnel directs**

**OPTION 3 : financement au taux forfaitaire de 7% des dépenses directes (option ouverte uniquement aux structures publiques)**

Dans ce cadre, le plan de financement pourra se composer de :

- Dépenses de prestations externes  
Cette catégorie de dépenses vise notamment l'appui de l'accompagnement des publics cibles, la création d'outils, l'externalisation des déplacements liés au public cible notamment dans le cadre des actions de promotion et de valorisation des métiers, l'externalisation de communication, etc.
- Dépenses d'équipements  
Seules les dépenses directement en lien avec le public cible de l'opération (participants ou personnes accompagnées) sont éligibles et à la condition qu'elles contribuent à la qualité de l'opération. L'achat doit être nécessaire à la réalisation de l'objectif de l'opération et totalement amortis sur la durée de l'opération. Les dépenses d'achat de matériel d'occasion sont inéligibles au FSE+.
- Coûts indirects – taux forfaitaire max de 7 % des dépenses directes  
Un taux forfaitaire de 7% est appliqué aux dépenses directes pour couvrir les coûts indirects, conformément à l'article 54 a) du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil.

Le budget total prend donc la forme suivante :

**Dépenses directes + 7% des dépenses directes**

A noter que, quel que soit le montant de l'opération ou l'option choisie :

- Sont exclues des dépenses éligibles :
  - Les dépenses bénéficiant déjà du soutien d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union ou plan de relance tel que le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR)
  - Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens<sup>3</sup> et dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027

Le bénéficiaire est tenu au respect des normes applicables notamment en matière d'aide d'Etat et de mise en concurrence. La politique d'achat de la structure sera analysée ainsi que son lien avec le code des marchés publics.

#### 4. TAUX D'INTERVENTION ET MONTANT DE L'AIDE

Pour être éligible, une opération doit respecter les points suivants :

- Pour les opérations inférieures à 200 000€ de coût total, solliciter a minima 20 000€ de FSE+
- Pour les opérations supérieures à 200 000€ de coût total, solliciter a minima 20% de FSE+ **et** 50 000€ de FSE+
- A noter : l'enveloppe FSE+ estimative réservée à cet appel est de **3,5 M€**.
- Dans tous les cas, le **taux maximum de FSE+ est de 50% du coût total éligible**.

À l'issue de la phase d'instruction de chaque dossier, l'autorité de gestion applique un taux de cofinancement FEDER-FSE-FTJ qui dépend notamment :

- Du montant des autres sources de cofinancement apportées au projet.
- De la réglementation sur les aides d'Etat.
- Pour les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales des dispositions des articles L.1111-9 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Le respect de ces taux, de ces seuils et de ces plafonds est vérifié à la réception du dossier et à l'issue de l'instruction du dossier, après ajustement éventuel du plan de financement.

Outre le cofinancement FSE+, si l'opération prévoit des cofinancements publics et/ou privés, il conviendra de fournir les actes juridiques de cofinancement de la première année de l'opération ou à défaut une lettre d'intention.

Ces documents doivent permettre de retracer le montant exact fléché sur l'opération. A défaut, l'Autorité de Gestion proratisera les financements publics et/ou privés au périmètre de l'opération ou appliquera une clé de répartition.

En annexe du présent appel, sont disponibles un modèle type de **lettre d'intention** et un **courrier à destination de vos cofinanceurs** pour les informer des attendus de l'Autorité de Gestion pour tout dossier cofinancé.

<sup>3</sup> [Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes  
Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER  
Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FTJ  
Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FSE+]

## **5. LES CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS**

Les projets répondant aux critères d'éligibilité des opérations seront sélectionnés au regard des critères de sélection détaillés en **annexe 1** du présent appel et selon les modalités décrites dans le guide du candidat.

L'analyse de ces différents critères se fera au regard des éléments contenus dans l'ensemble du dossier de demande. L'annexe 3 du dossier de demande est spécifiquement dédiée à l'analyse des principes horizontaux. Pour les autres critères, une partie supplémentaire est spécifiquement prévue dans le point 3 de l'annexe 2 « Description détaillée du projet ».

## **6. LES INDICATEURS**

### **Pour les opérations comprenant des participants :**

Les opérations soutenues par des crédits européens doivent s'inscrire dans une logique de performance qui s'évalue par les indicateurs suivants :

- EECO01 – Nombre de participants
- EECO04 – Personnes inactives
- ISR4F – Nombre de jeunes accompagnés affirmant avoir acquis une meilleure connaissance des voies d'orientation et des outils à leur disposition

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble de l'opération. Ces données seront à fournir lors de la constitution de votre dossier de demande d'aide mais également lors des demandes de paiement.

Des modifications ultérieures du Programme Régional pourraient conduire à une révision de certains indicateurs. Dans ce cas, les indicateurs seraient ajustés à l'instruction et conventionnés conformément au Programme Régional.

Pour le dépôt de votre demande de subvention, il convient de saisir une valeur dans e-synergie uniquement pour les indicateurs précités.

Au cours de la mise en œuvre de votre opération FSE+, il conviendra de collecter l'ensemble des indicateurs « PARTICIPANTS » précisés en annexe du Règlement UE n°2021/1057 (et pas uniquement ceux précités) à deux étapes :

- à l'entrée dans l'opération et
- à la sortie de l'opération.

Pour faciliter le recueil de l'ensemble de ces données, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a élaboré deux questionnaires dédiés.

**Les outils de collecte des données et de suivi des participants (questionnaires et notice explicative) sont annexés à cet appel sous « KIT INDICATEURS FSE+ ».**

Dès le conventionnement de l'opération, le bénéficiaire disposera d'un accès à un logiciel de suivi des données des participants (Viziaprog). Il est donc impératif de renseigner les questionnaires dès le début de l'opération en vue du renseignement du logiciel, et de les conserver.

***Se référer à l'annexe 2 INDICATEURS du présent appel qui précise davantage cette partie.***

**Pour les opérations ne comprenant pas de participants :**

Si votre opération ne s'adresse pas à des participants ou ne correspond pas à ces indicateurs, mettre la valeur à 0.

## **7. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS**

Pour plus d'informations concernant la procédure de candidature, consultez le [guide du candidat](#).

### **7.1. Le portail e-Synergie**

Le dépôt des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s'effectue par **voie dématérialisée sur le portail e-Synergie**. Un guide utilisateur est disponible en ligne.

**Le portail e-SYNERGIE est accessible à l'adresse suivante :**

[E-Synergie - Portail \(synergie-europe.fr\)](https://synergie-europe.fr)

**Le guide utilisateur du portail e-SYNERGIE est disponible à l'adresse suivante :**

[E-Synergie - Guide utilisateur](#)

### **7.2. Les contacts et renseignements**

Pour tout renseignement relatif au présent appel à projets, vous pouvez contacter le service FSE+ via la fiche projet disponible ici : [Fiches de demande d'accompagnement - Europe en Région Sud \(maregionsud.fr\)](#)

### 7.3. Recevabilité du dossier de candidature

Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement.

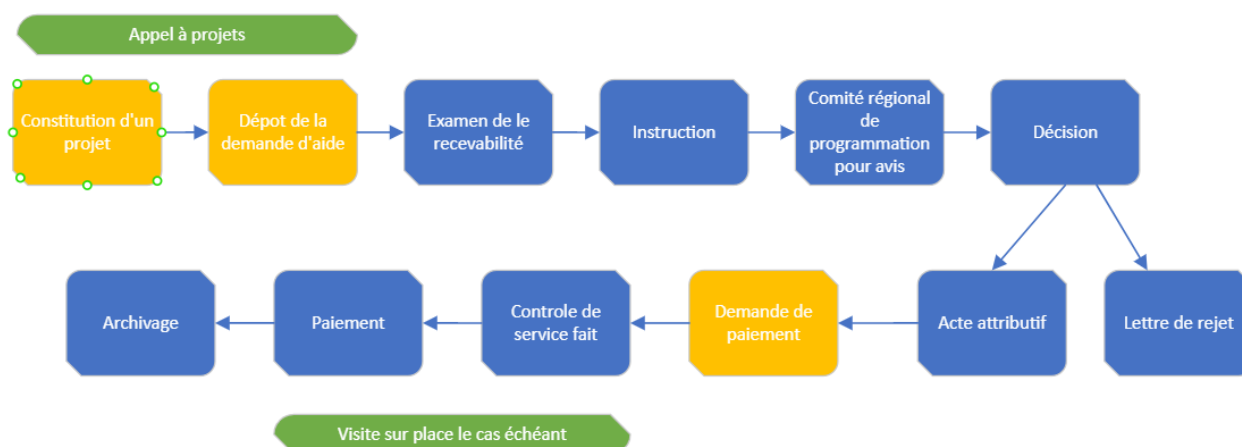
Un dossier est jugé recevable selon des critères cumulatifs suivants :

- avoir été dûment daté et signé par la personne habilitée ;
- avoir été transmis dans les délais mentionnés dans l'appel à projets ;
- respecter les montants et/ou taux plancher et/ou plafond, indiqués dans l'appel à projets ;
- être accompagné par le document attestant de la capacité du représentant légal à engager la structure.

Les dossiers irrecevables ne sont pas instruits et les porteurs de projets sont tenus informés de leur rejet ainsi que le comité régional de programmation.

## 8. LES MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS

Les modalités de sélection et de conventionnement des opérations sont détaillées dans le [guide du candidat](#).



Après signature de l'acte attributif de subvention entre le bénéficiaire et l'Autorité de Gestion, la subvention européenne sera versée sous la forme :

- d'une avance : sous réserve de l'avis favorable de l'Autorité de Gestion et dans la limite de 20% du montant FSE+ programmé. L'avance octroyée sera déduite du premier acompte et le cas échéant des suivants.
- d'un ou plusieurs acomptes : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux FSE+ conventionné aux dépenses éligibles retenues.
- d'un solde : sur justifications des dépenses acquittées, des cofinancements perçus et après application du taux FSE+ conventionné aux dépenses éligibles retenues.

## **9. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES**

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d'inéligibilité de l'opération entraînant la déprogrammation du dossier). Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le [guide du candidat](#) et dans le guide du bénéficiaire.

En ce qui concerne les règles en matière de communication, des outils sont également à votre disposition sur [COMMUNICATION EUROPEENNE](#).

## **10. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION**

### **10.1. Respect de la confidentialité**

L'Autorité de Gestion s'engage à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

### **10.2. Traitement et protection des données à caractère personnel**

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la présente convention.

Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de Gestion conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Dans le cas d'une opération financée conformément à un régime d'aides d'Etat pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, l'Autorité de

Gestion conserve le dossier détaillé sur l'aide octroyée pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : [dpd@maregionsud.fr](mailto:dpd@maregionsud.fr).

Plus d'informations sur : [Mentions générales sur la protection des données - Région Sud - Provence-Alpes-Côte-d'Azur \(maregionsud.fr\)](#)

## ANNEXE 1 RELATIVE AUX CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS

Les opérations répondant aux critères d'éligibilité seront sélectionnées au regard des critères de sélection ci-dessous. **Le service FSE+ attire votre attention sur l'importance de remplir de manière claire, précise et détaillée l'annexe 2 « Description détaillée du projet ». Un renseignement partiel ou non-concret risquerait d'entraîner une note éliminatoire.**

BLOC 1. QUALITE (10/20)		Porteurs privés	Porteurs publics
Raison d'être du projet, processus d'élaboration et cadre de réalisation  (/2)	<u>Pertinence des types d'actions et/ou modalités de mise en œuvre au regard des objectifs poursuivis</u> <i>Projet qui fait suite à une évaluation et/ou une analyse chiffrée</i>	0,5	0,5
	<u>Intégration du projet dans une démarche territoriale ou une stratégie plus globale</u> <i>Projet identifié dans les schémas territoriaux régionaux et/ou répondant à des objectifs nationaux et européens ; répondant à un service public d'intérêt général</i>	1	1
	<u>Dimension partenariale</u> <i>Situation du projet dans ses liens avec les services publics de l'emploi et les entreprises</i>	0,5	0,5
Appréciation du niveau de maturité du projet  (/3)	<u>Maturité organisationnelle</u> <i>Analyse de la situation de l'équipe projet au regard des objectifs finaux du projet (état des recrutements, stabilité, temps RH mobilisés, etc.)</i>	1	1
	<u>Maturité technique</u> <i>Analyse du calendrier de réalisation, du matériel existant et des procédures mises en œuvre</i>	0,5	1
	<u>Maturité financière</u> <i>Analyse de la stabilité financière du projet</i>	1,5	1
Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire  (/3)	<u>Caractère structurant du projet</u> <i>Analyse des méthodes pédagogiques, outils créés</i>	1	1
	<u>Plus-value du projet dans son domaine ou sur le territoire</u> <i>Impact large/fort sur le territoire et le public et démonstration de la plus-value du projet dans son domaine ou plus-value apportée par le FSE</i>	1,5	1,5
	<u>Viabilité et pérennité du projet</u> <i>Vocation du projet à perdurer et/ou à être essaimé</i>	0,5	0,5
Réponse aux enjeux du développement durable/respect des principes horizontaux/Charte des droits fondamentaux (/2)	<u>Principes horizontaux</u> <i>Prise en compte du projet intégralement et/ou partiellement de l'égalité femmes-hommes, de la lutte contre les discriminations, du socle européen des droits sociaux et du développement durable</i>	2	2
BLOC 2. PERFORMANCE (10/20)		Porteurs privés	Porteurs publics
Capacité administrative du porteur  (/4)	<u>Moyens humains dédiés à la gestion du dossier</u> <i>Analyse des moyens humains dédiés au suivi administratif et financier du projet européen (a minima 2 personnes)</i>	2	2
	<u>Modalités de suivi du dossier européen et procédures internes</u> <i>Analyse des procédures internes mise en place dans la sécurisation des dépenses et du suivi des participants au titre d'une opération cofinancée</i>	2	2
Performance financière du projet  (/4 ou /5)	<u>Potentiel de certification des dépenses du projet</u> <i>Analyse du montant FSE demandé au regard du volume total du projet</i>	1	2
	<u>Adéquation entre les résultats escomptés et le coût du projet</u> <i>Analyse du montant FSE demandé au regard des résultats escomptés du projet</i>	2	2
	<u>Capacité financière</u> <i>Analyse sur la base d'une grille financière démontrant la capacité d'autofinancement et de trésorerie de la structure</i>	2	/
Contribution du projet aux indicateurs du Programme (/1 ou /2)	<u>Niveau de contribution du projet à l'atteinte des valeurs-cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du Programme</u> <i>Analyse de la contribution du projet aux participants ciblés dans le Programme et capacité du porteur à en assurer la cohérence et la fiabilité du suivi</i>	1	2
TOTAL		20	20



## ANNEXE 2 RELATIVE AUX INDICATEURS

### Pour les opérations comprenant des participants :

Le suivi des indicateurs est central car la Région :

- s'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre opération participe directement à l'atteinte de ces cibles ;
- doit s'assurer que la donnée est cohérente, exacte, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble de l'opération :

- Lors de l'instruction de votre dossier, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, les valeurs prévisionnelles ainsi que les pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir.
- Lors de la demande de paiement, l'autorité de gestion validera les valeurs des indicateurs renseignées par le bénéficiaire à la fin de l'exécution physique et financière de l'opération.

### Pour les opérations ne comprenant pas de participants :

Vous devrez compléter une attestation signée par le représentant légal de la structure permettant d'attester du nombre de jeunes ayant suivi ces actions et du nombre de jeunes ayant déclaré avoir acquis une meilleure connaissance des voies d'orientation et des outils à leur disposition à l'issue de l'action.

### Les indicateurs relatifs à cet appel à projets

Référence de l'indicateur sous e-Synergie / Code de l'indicateur	Intitulé de l'indicateur	Unité	Au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
EECO01	Nombre total de participants	participants	Indiquer dans E-Synergie le nombre total de participants envisagés	Suivi au fil de l'eau de l'opération	Non concerné
EECO04	Personnes inactives	Nombre de jeunes inactifs	Indiquer dans E-Synergie le nombre prévisionnel estimé de participants (Ce qui correspond à votre « valeur	<b>Pièces justificatives</b> : seront définies au moment de l'instruction et conventionnées	17 250

			prévisionnelle » dans E-Synergie)	<p><b>La collecte des données se fait de la manière suivante :</b></p> <p><b><u>Suivi des données :</u></b> Le processus de suivi des données est décrit plus bas, sous le tableau.</p> <p><b><u>Valorisation des données :</u></b> Le porteur complète les données dans e-Synergie au vu des données présentes sur Viziaprog lors de l'établissement de la demande de paiement. Le service instructeur effectue des contrôles de ces données au moment des demandes de paiement du porteur.</p>	
<b>Indicateur spécifique régional ISR4f</b>	Nombre de jeunes accompagnés affirmant avoir acquis une meilleure connaissance des voies d'orientation et des outils à leur disposition.	Nombre de jeunes inactifs	Indiquer dans E-Synergie le nombre prévisionnel estimé de participants (Ce qui correspond à votre « valeur prévisionnelle » dans E-Synergie)	<p><b>La collecte des données se fait de la manière suivante :</b></p> <p><b><u>Suivi des données :</u></b> Le processus de suivi des données est décrit plus bas, sous le tableau.</p> <p><b><u>Valorisation des données :</u></b> Le porteur complète les données dans e-Synergie au vu des données présentes sur Viziaprog lors de l'établissement de la demande de paiement. Le service instructeur effectue des contrôles de ces données au moment des demandes de paiement du porteur.</p>	12 950

**Les définitions précises des indicateurs sont consultables dans le « kit indicateurs FSE+ », annexé au présent appel à projets.**

**Afin de contrôler la fiabilité du système mis en place par le bénéficiaire pour le suivi des données « indicateurs », l'Autorité de Gestion demande de fournir une méthode/procédure mise en place pour la récupération et le traitement des données relatives aux participants (se référer au « kit indicateurs »).**